

ELUS COMMUNISTES, REPUBLICAINS ET PROGRESSISTES

Réforme territoriale : **halte au massacre !**

Une machine infernale est en marche qui anéantira la fraternité et la laïcité, qui accentuera les inégalités entre territoires et citoyens. Elle a pour nom : réforme territoriale.

Ce que vise cette machine infernale :

- Démantèlement de la République et de la démocratie locale en transformant totalement le paysage des collectivités
- Museler puis éliminer les collectivités qui sont les lieux d'expression des exigences démocratiques, de résistance à la politique ultra-libérale, aux objectifs du capitalisme compte tenu de sa crise profonde.
- Accélérer la mise en concurrence des habitants, des salariés, des territoires et accélérer la privatisation ou la suppression des services publics. La « concurrence libre et non faussée » doit s'emparer du pactole que représente l'action quotidienne, moderne et efficace, des collectivités et leurs investissements.

Cette casse du socle populaire et démocratique de nos institutions va être dramatique pour les habitants, les citoyens !

C'est la même question que celle du devenir de la Poste : quel avenir pour tous les services rendus aux habitants par les collectivités, si cette « réforme » gangrène notre pays ? Qui demain va rendre ces services indispensables à la vie quotidienne, à la survie ou au développement des territoires ? Que deviendra le principe d'égalité d'accès à tous les services ?

Car les villes et villages, les départements et les régions : c'est concret !

Les élus doivent respecter leurs électeurs et les territoires ! Leurs actions, leurs réalisations sont concrètes : écoles, crèches, logements, équipements sociaux, culturels, sportifs, de santé, environnement, transports et une multitude d'autres services de qualité. Elles emploient 1 800 000 agents, réalisent 73 % des investissements publics qui ont permis le maintien et la création de centaines de milliers d'emplois. Mais la réforme territoriale préfère sacrifier les populations les moins solvables, les territoires les plus défavorisés et livrer au marché tous les services et secteurs rentables.



Les citoyens seront les principales victimes !

Une attaque historique

contre l'intervention publique et les foyers de démocratie, lieux d'expression des droits et besoins humains, contre les services publics de proximité, contre la solidarité entre les territoires, contre la souveraineté du peuple français, contre les statuts des personnels et l'emploi public

MESURONS LA GRAVITÉ :

Suppression progressive de l'essentiel des communes et à terme de tous les départements transformés, avant leurs disparitions, en rouages captifs et dociles de l'État. Regroupement autoritaire en intercommunalité. Transfert de compétences à la majorité simple. Incitation financière illusoire pour la transformation des intercommunalités en « commune nouvelle ». Financements croisés quasiment interdits (alors qu'ils représentent 5 % des dépenses globales). Obligation pour les collectivités de financer leurs projets à 50 % sur leurs fonds propres. Compétence générale supprimée sauf pour les communes... qui n'auront plus les moyens de l'exercer.

Constitution de féodalités avec des super-régions et métropoles. Il est prétendu de s'attaquer au « mille feuille » des institutions en créant des super-territoires qui seront des « archipels » du profit financier !

Éloignement le plus possible des citoyens des lieux de décision. Création de conseillers territoriaux cumulant des pouvoirs rendant impossible leurs fonctions avec la proximité des citoyens et transformés en élus techniciens. Absence de moyens supplémentaires pour un exercice élargi de la citoyenneté.

Retour d'un État qui ne paye rien et commande tout. L'arbi-traire est de retour avec le « Grand Paris », des préfets omnipotents, la « RGPP » qui réduit à peau de chagrin les services déconcentrés de l'État. Le monde associatif, sportif et culturel est en détresse financière.

Division par deux des agents de la fonction publique territoriale alors qu'ils sont les acteurs irremplaçables des services publics de proximité, alors que les collectivités sont des amortisseurs des désastres sociaux provoqués par la crise. C'est un boulevard pour la privatisation des services publics, « leur externalisation ». C'est une catastrophe pour les personnels et les petites communes.

Et cerise sur le gâteau :

Généralisation d'un nouveau système électoral de primes à l'UMP, à un bipartisme et de miettes pour le pluralisme démocratique. Le mode de scrutin uninominal à un tour doublé d'une pincée de proportionnelle va conduire à l'étouffement démocratique, aux combines politiciennes pour des sièges et à l'abstention, l'écoeurement des citoyens.



Les citoyens seront les principales victimes !

Le coup de grâce qui sonne l'agonie financière des collectivités : **la suppression de la taxe professionnelle**

Créée par Jacques Chirac, la taxe professionnelle, un impôt légitime qui responsabilise les entreprises, a été sommairement jugée « impôt imbécile » Au lieu de la moderniser, notamment par **la taxation du capital financier**, au lieu de s'assurer d'abord de la santé financière des comptes publics, elle est supprimée à la hussarde.

Là aussi, les citoyens seront les principales victimes ! Que l'on juge sur pièces : la taxe professionnelle représente 50 % des ressources fiscales des communes. Les ménages contribuent pour les autres à 50 %. Avec la réforme, les recettes fiscales proviendront pour les 2/3 des ménages et seulement pour 1/3 des entreprises. On en rigole encore au MEDEF !

Casser les collectivités locales, dans la foulée des grands services publics, supprimer leurs moyens : c'est réformer dans le sens du déclin !

Une bonne réforme des institutions, c'est aller dans le sens du progrès:

- **Plus de démocratie locale** : Priorité à plus de pouvoirs aux citoyens et au vivre ensemble
- **Plus de moyens pour satisfaire les droits humains** et plus de justice sociale
- **Sortir de l'asphyxie financière** par des moyens financiers solidaires et une fiscalité modernisée et progressive responsabilisant la sphère de l'économie et de la finance
- **Encourager les collectivités à promouvoir** un nouveau mode de développement, une écologie populaire
- **Mettre au cœur des politiques locales** les mutualisations, les partenariats, les coopérations, un aménagement du territoire fondé sur la solidarité, affirmant le besoin d'un développement harmonieux de la ruralité, complémentaire d'une construction urbaine, économe en ressources naturelles, imprimant un nouveau type de développement à tous les territoires
- **Plus de services publics** par un plan de reconquête, de développement, d'amélioration et de financement, de création de services publics

UNE LUTTE HISTORIQUE : Il ne faut pas laisser passer cette entreprise de démolition des richesses, des talents, des innovations et des sagesse de notre démocratie de proximité !

DES ÉLUS « COUPABLES »...

Pour Nicolas Sarkozy, les élus sont trop nombreux et coûtent trop cher. Ce « coût » représente 0,02 % du budget des collectivités et 450 000 d'entre eux sont bénévoles ! Or, ce sont des femmes, des hommes qui font de l'intérêt général le moteur de leur engagement...et la richesse et l'originalité de l'organisation de notre pays.



...À DES ÉLUS ZÉLÉS

Une fois délégitimés, les élus locaux seront réduits à être des relais institutionnels pour accompagner les dégâts sociaux et subordonnés à l'application des politiques libérales.

ILS DISENT DES MENSONGES :

La compétitivité de notre économie serait gravement menacée par l'égoïsme des collectivités.

Les collectivités dépensent trop et coûtent cher. Elles sont responsables des déficits, de la dette.

La taxe professionnelle est responsable des délocalisations, de la casse des emplois industriels.

Des quartiers, des villages jusqu'au Parlement, une riposte considérable !

Sachons nous rassembler pour imposer au président de la République et à son gouvernement, **Le retrait de ce projet**

- **Nous appelons les centaines de milliers d'élus bénévoles de toutes sensibilités** qui irriguent notre démocratie territoriale, les personnels territoriaux dans toutes leurs diversités, les responsables associatifs, syndicalistes, les citoyens, à dévoiler la gravité de cette réforme et à mobiliser, dans leur quartier, leur ville, leur département et leur région, l'ensemble des habitants pour exiger son retrait, par toutes les formes qu'ils jugent utiles.
- **Nous appelons l'ensemble des élus attachés au respect du suffrage universel** à exprimer leur refus de laisser mettre en lambeaux la démocratie, en votant dans leurs collectivités respectives des délibérations, des vœux, des appels citoyens.
- **Nous invitons habitants et élus**, à converger pour faire vivre un projet de réforme des institutions qui réduise les inégalités territoriales, qui garantisse l'égalité entre les collectivités en leur donnant des moyens financiers et humains conséquents, qui fasse vivre la démocratie locale et qui réponde aux besoins d'une France moderne, relevant les défis sociaux, environnementaux et économiques du XXI^e siècle.
- **Les députés, sénateurs, maires et l'ensemble des élus locaux communistes, républicains et progressistes** n'épargneront aucun effort et s'engageront de toutes leurs forces pour que le dernier mot revienne à notre peuple, notamment par l'organisation d'un référendum sur la réforme des collectivités territoriales.

Je propose les actions suivantes :

.....
.....

Dans ma collectivité, nous menons ou allons mener les actions suivantes :

.....
.....

Je souhaite être informé(e), coordonnées :

.....
.....



ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

10, rue Parmentier 93189 Montreuil Cedex
Tél. : 01 48 51 78 78 Fax : 01 48 51 92 62 anecr@elunet.org